

Brochure n° 3238

**Convention collective nationale**

IDCC : 1558. – **INDUSTRIES CÉRAMIQUES DE FRANCE**  
**(4<sup>e</sup> édition. – Mars 2003)**

**ACCORD DU 29 AVRIL 2005**  
**RELATIF AU FINANCEMENT DU CFA PAR LES FONDS CONSACRÉS**  
**AUX CONTRATS ET AUX PÉRIODES DE PROFESSIONNALISATION**  
NOR : *ASET0550701M*  
IDCC : 1558

Entre :

La confédération des industries céramiques de France,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La fédération générale de la céramique, carrières et matériaux CGT-FO ;

La fédération nationale des travailleurs du verre et de la céramique CGT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

Le syndicat national des cadres, agents de maîtrise et techniciens des industries céramiques (SCAMIC) CFE-CGC.

D'autre part,

conformément à l'accord interbranches du 21 juin 2004 relatif au développement de la formation professionnelle tout au long de la vie, il est convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

La CPNE des branches professionnelles concernées établit les priorités en matière de développement de l'apprentissage, et en particulier les évolutions souhaitables des effectifs d'apprentis dans les CFA.

La CPNE décide chaque année des montants à affecter aux CFA sur le vu d'un budget prévisionnel établi par ces derniers, et qui lui est adressé avec toutes justifications nécessaires.

## Article 2

Suite à l'avis favorable rendu par la commission nationale paritaire de l'emploi des industries céramiques, en date du 29 avril 2005, les signataires confirment leur souhait d'affecter une somme de 149 000 € recueillies au titre de la contribution de 0,15 % versée par les entreprises de moins de 10 salariés et au titre de la contribution de 0,50 % versée par les entreprises d'au moins 10 salariés au CFA de la céramique.

La part ainsi affectée au CFA est limitée en tout état de cause à 30 % des sommes versées par les entreprises relevant du secteur céramique.

Ceci en vue de contribuer au fonctionnement du CFA des industries céramiques.

Fait à Paris, le 29 avril 2005.

(Suivent les signatures.)